

Il s'agit de pouvoirs exceptionnels. Il est vrai que le ministre les possède depuis un certain temps. N'empêche que ce sont des pouvoirs exceptionnels qui ne devraient être accordés que pour les périodes d'extrême urgence. Si on demandait au ministre de conférer ces mêmes pouvoirs à un autre gouvernement, je doute qu'il y consente. Il voulait probablement confier ces pouvoirs à son propre gouvernement, sous un ministre différent, parce qu'il aurait encore son mot à dire, mais je doute fort qu'il veuille les accorder à n'importe quel autre gouvernement du pays ayant à sa tête n'importe quel autre premier ministre et n'importe quel autre cabinet. Il serait le premier à s'y opposer; je suis sûre qu'au fond il s'en rend compte.

Le pouvoir est une chose insidieuse. Méditant sur ce sujet, un célèbre philosophe allemand, Ernst Cassirer, mort en 1945 et qui, soit dit en passant, a été témoin de l'avènement et de la chute de plusieurs régimes gouvernementaux en Europe, écrivait, au cours des années 40, dans une étude intitulée *The Myth of The State*, un passage portant sur la République de Platon. On y trouve de très intéressants commentaires. Ce sont les méditations d'un philosophe de grande expérience et de grand renom. Qu'on me permette de lire quelques passages dans lesquels il exprime son opinion réfléchie. Il écrit:

De toute évidence, nos désirs ne portent pas leur fin en soi mais tendent à un certain but que nous cherchons à atteindre. Mais la soif du pouvoir ne souffre aucune limite. L'essence même de la soif du pouvoir c'est qu'elle est inextinguible. Jamais elle ne connaît de repos; c'est une soif qui ne s'éteint pas. Ceux qui passent leur vie à chercher à satisfaire cette passion peuvent se comparer aux Danaïdes: c'est de l'eau qu'on verse dans un tonneau sans fond. La soif du pouvoir est le plus bel exemple de ce vice fondamental que Platon appelle "pleonexia" ou l'appétit insatiable. Cette soif jamais satisfaite défie et dépasse toute mesure. Or comme la mesure, ou la juste proportion, c'est-à-dire "l'égalité géométrique" est, selon Platon, la norme d'une vie publique ou privée saine, il s'ensuit que la soif du pouvoir, si elle l'emporte sur toutes les autres passions, conduit nécessairement à la corruption et à la destruction. La "justice" et la "soif du pouvoir" sont aux pôles opposés de la philosophie morale et politique de Platon. La justice est la vertu cardinale qui englobe toutes les autres grandes et nobles qualités de l'âme; la soif du pouvoir suppose tous les défauts fondamentaux. Le pouvoir ne peut jamais être une fin en soi car on ne peut appeler bon que ce qui conduit en définitive à la satisfaction, à la concorde et à l'harmonie.

J'aurais d'autres commentaires à formuler à ce sujet mais je ne crois pas pouvoir en dire bien long en deux minutes. Je me demande si vous seriez disposé, monsieur l'Orateur, à déclarer qu'il est six heures.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

Mme Fairclough: Comme je le disais lundi, monsieur l'Orateur, en parlant de la proposition de modification de la motion principale, il y a eu à Hamilton, autrefois, un incident dont je n'ai dit alors qu'un mot. Ayant, depuis, rafraîchi ma mémoire, j'aimerais parler de la situation dans laquelle s'est trouvée ma ville pendant les années 1940 et 1941, au cours des premières années de la deuxième Grande Guerre.

A cette époque les citoyens de Hamilton étaient fort inquiets, non sans raison, de la menace qui pesait sur l'industrie de leur ville et, partant, sur notre effort de guerre, du fait de l'action communiste au sein de ces industries, non seulement au sein des industries elles-mêmes d'ailleurs, mais encore parmi les groupements apparus chez nous pour diriger les communistes engagés comme ouvriers dans les usines de Hamilton.

Vu donc cette situation et l'inquiétude généralement éprouvée par les citoyens de Hamilton,—qui, comme je le disais lundi, n'est pas seulement un centre industriel, mais est aussi une ville parfaitement consciente de ses devoirs envers les pouvoirs publics, patriote, et mère de nombreuses et célèbres unités militaires,—les citoyens d'Hamilton, dis-je, se sont unis pour former ce qu'on a appelé le groupement de défense civile d'Hamilton. Ils savaient assez bien ce qu'on pourrait exiger d'eux et ont demandé à Ottawa des armes et de l'aide pour la poursuite de leur campagne anticommuniste qui consistait surtout à prévenir une attaque toujours possible contre l'industrie. Ils ont constaté qu'il n'y avait ni armes ni crédits disponibles, mais ils ne se sont pas laissés abattre par ce revers. Ils se sont alors tournés vers les citoyens d'Hamilton et ont recueilli des fonds, et c'est avec fierté que je puis affirmer que la ville d'Hamilton a également versé sa contribution, en sus des contributions perçues des particuliers et de l'industrie. Ces fonds les ont aidés à préparer leur campagne. Ils ont organisé un bataillon d'infanterie. Je me permets d'ajouter que la plupart des hommes qui ont servi dans ce bataillon étaient d'anciens combattants de la première Grande Guerre. Ils possédaient donc déjà une certaine connaissance de l'instruction militaire et de ce qui était exigé d'eux. Pour rendre service à leurs concitoyens, ils ont sacrifié les loisirs que leur laissait leur travail dans les industries où ils étaient employés.

Ainsi que je l'ai dit, il n'y avait à ce moment-là aucune arme, ni aucun véhicule blindé en disponibilité. En fait, on leur avait dit à Ottawa que le Canada ne pouvait pas produire de véhicule blindé. Ces gens ont